

Communiqué de presse

Le Collectif Cévennes Garrigues Stop au Nucléaire a été reçu lundi 11 juin 2012 par Monsieur Alexandre Pissas, conseiller général du canton de Bagnols sur Cèze et président de la CLI (Commission Locale d'Information, mise en place dans les années 80, autour de chaque INB, Installation Nucléaire de Base), à la demande du président du Conseil général Damien Alary.

Cette audience, dont la demande n'avait pas été honorée lors de notre lettre du 2 avril - communiquée à la presse - fait suite à la lettre ouverte du 18 mai 2012 annonçant l'**interpellation du Conseil général à la session publique du 14 juin prochain**.

Cette interpellation publique, destinée à réclamer du Conseil général, qu'il impose l'arrêt définitif de la filière plutonium à Marcoule, de la plus haute dangerosité, l'abandon du projet Astrid réacteur dit de 4ème génération, et la transformation du centre en pôle d'excellence (démantèlement, renouvelable, etc.) très créateur d'emplois, est soutenue par plusieurs groupes, associations, syndicats, etc.

On trouve notamment, outre le Collectif Cévennes Garrigues Stop au Nucléaire :

*Attac, groupes d'Alès et de Nîmes,
Collectif Halte au nucléaire de Nîmes,
Collectif SDN 34,
Confédération paysanne 30,
Convergence citoyenne pour la transition énergétique,
Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste
Impatience Démocratique Anduze
Les Alternatifs
Nature et Progrès Lozère*

qui seront présents ce jeudi 14 juin lors de la séance publique, et réclameront une prise de position de nos élus.

Mr Pissas a pris acte de notre détermination et n'approuve pas notre démarche. Il nous a fait entendre que l'ordre du jour du Conseil général ne se changeait pas à la dernière minute. De notre côté nous n'avons pas reçu de réponse satisfaisante à nos demandes, et nous renouvelons notre appel à être aussi nombreux que possible **jeudi 14 à 9h au Conseil général de Nîmes** pour que nos élus nous écoutent, nous reçoivent, et mettent enfin un terme au danger inacceptable que représente cette poudrière au beau milieu de notre territoire. Danger d'autant plus grand que le centre est bâti sur une zone sismique, et que, visiblement, comme à Fukushima, il semble qu'il n'y ait pas, pour la CLI en tous cas, de dispositions importantes prévues en cas de catastrophe nucléaire majeure.